



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

convention sur les armes classiques produisant des effets traumatiques

Question écrite n° 68147

Texte de la question

M. André Vallini * attire l'attention de Mme la ministre de la défense sur l'inquiétude de plusieurs associations sur un fléau qui menace les populations civiles : les bombes à sous-munitions. Ces projectiles sont composés d'un conteneur rempli de bombelettes (les sous-munitions) qui se dispersent au-dessus d'une zone, créant ainsi un tapis d'explosions pouvant couvrir plusieurs hectares. En raison de leur taux d'échec particulièrement important, 5 % à 30 % des sous-munitions n'exploseront pas lors de l'impact et resteront non explosées, prêtes à mutiler la première personne qui s'en approche. Durant les trois derniers conflits majeurs (Kosovo, Afghanistan et Irak), plusieurs millions de sous-munitions ont été ainsi déversés et on peut se demander si l'emploi des ces armes ne cache pas une volonté délibérée de « miner » les terrains d'opérations en contournant l'interdiction des mines antipersonnel. Bien que le danger humanitaire représenté par les sous-munitions soit largement reconnu, aucune réglementation n'a été mise en place, et de nombreux pays comme la France continuent à produire, à exporter et à utiliser ces armes. C'est pourquoi Handicap international et les organisations qui ont lancé une campagne à ce sujet demandent au Gouvernement d'interdire la production, l'utilisation et le transfert de telles bombes et de se positionner en faveur d'un accord international sur ce dossier. Il lui demande donc de lui indiquer si le Gouvernement entend répondre favorablement à ces propositions.

Texte de la réponse

Consciente du danger humanitaire que peut représenter pour les populations civiles l'emploi des armes à sous-munitions, la France assume toutes ses responsabilités et s'efforce depuis plusieurs années, tant sur le plan national qu'international, de remplir ses engagements en matière de sécurité, de désarmement et de protection des populations. La France est ainsi partie à la convention d'Ottawa sur l'interdiction totale des mines antipersonnel, au protocole I additionnel de 1977 aux conventions de Genève de 1949, ainsi qu'à la convention de Genève de 1980 sur certaines armes classiques et à l'ensemble de ses protocoles. Elle a par ailleurs participé activement à la négociation

Version web : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QE68147>

du protocole V additionnel à la convention de Genève de 1980, adopté par consensus le 28 novembre 2003, et œuvre actuellement à son entrée en vigueur dans les meilleurs délais. Ce protocole comprend des obligations de dépollution et traite des mesures correctives à prendre à l'issue d'un conflit, afin de réduire les risques et effets liés aux restes explosifs de guerre que sont susceptibles de constituer des munitions ou sous-munitions du fait d'un dysfonctionnement. Il vise ainsi à apporter sur le terrain une solution efficace au problème humanitaire posé par le fléau des restes explosifs de guerre qui continuent, après les hostilités, de menacer les populations civiles dans les zones affectées par les conflits armés. En outre, la France participe activement aux travaux menés dans le cadre de la convention de Genève de 1980 sur les mesures préventives spécifiques, susceptibles d'améliorer la conception de certains types de munitions, notamment les sous-munitions, afin d'empêcher que ces matériels ne deviennent, après la cessation des hostilités, des restes explosifs de guerre. S'agissant précisément des armes à sous-munitions, elles ne sont interdites par aucun instrument juridiquement contraignant ; ces armes n'entrent pas dans le champ d'application et de définition de la convention d'Ottawa et ne peuvent être considérées comme des mines antipersonnel. Elles ne relèvent pas non plus des dispositions de la convention de Genève de 1980 sur certaines armes classiques et de ses protocoles associés. Si ces munitions devaient devenir, du fait d'un dysfonctionnement, des restes d'explosifs de guerre, elles relèveraient alors, à compter de son entrée en vigueur, du protocole V additionnel à la convention de Genève de 1980 précité. Comme pour l'ensemble de ses autres armes, la France veille, avec la plus grande attention, à utiliser les armes à sous-munitions pendant les hostilités dans le respect des principes fondamentaux du droit humanitaire international, notamment l'interdiction des maux superflus et les principes de discrimination et de précaution dans l'attaque, dont découle l'attention constante de réduire au maximum les dommages collatéraux. Forte de cette préoccupation, la France défend pleinement le principe d'une limitation de l'emploi des armes à sous-munitions aux seuls objectifs militaires, tout en réduisant la période d'activité de ces armes à la durée du conflit. Forte de ses engagements et de ses résultats reconnus en la matière, la France entend poursuivre son action continue et dynamique en faveur de l'amélioration du droit humanitaire international. Pour autant, elle ne considère pas que cette action nécessite une interdiction complète de la production, de l'utilisation et des transferts des bombes à sous-munitions, armes légales dont la possession demeure à ce jour indispensable pour nos armées.

Données clés

- Auteur : [M. André Vallini](#)
- Circonscription : Isère (9^e circonscription) - Socialiste
- Type de question : Question écrite
- Numéro de la question : 68147
- Rubrique : Traité et conventions
- Ministère interrogé : défense
- Ministère attributaire : défense

Date(s) clée(s)

- Question publiée le : 21 juin 2005, page 6183
- Réponse publiée le : 16 août 2005, page 7834